

# Le libre-échange a aussi un visage politique

Un porte-parole de l'Union européenne

plaide pour la protection de « notre vision du monde »

ÉRIC DESROSIERS

Les négociations de libre-échange en cours entre le Canada et l'Europe présentent un côté politique beaucoup plus important qu'il n'y paraît, souligne un diplomate européen. Y sont aussi en jeu toutes sortes de règles qui n'étaient pas censées être économiques, la capacité des politiciens de vendre leur éventuel traité commercial à la population, la mise à jour d'une autre entente de coopération dans toutes sortes de domaines, notamment environnementaux et sécuritaires, mais surtout la défense d'une certaine vision du monde quant à l'inexorable ascension de la Chine et des autres puissances émergentes.

L'une des originalités du projet d'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne est qu'il ne porte pas seulement sur la réduction des habituels tarifs et subventions qui nuisent au libre-échange, mais qu'il vise aussi à réduire les barrières commerciales non tarifaires que représentent les différences de normes sanitaires, environnementales et techniques entre les deux économies, a rappelé

en entrevue au *Devoir* jeudi à Montréal Roland Schäfer, nouveau directeur pour les Amériques au Service diplomatique de l'Union européenne, dirigé par Catherine Ashton.

« Ces normes n'ont pas d'abord été établies pour des raisons économiques, mais parce qu'on voulait protéger l'environnement ou la santé de la population. » Le défi des négociateurs est maintenant de trouver un moyen de réconcilier ces différentes normes sans en trahir les objectifs politiques.

## Mise à jour d'un accord de coopération

Chose moins connue, les négociations de l'AECG se font aussi de pair avec la mise à jour d'un ancien « accord-cadre de coopération » signé en 1976 entre le Canada et ce qu'on appelait alors la Communauté économique européenne. « Il ne s'agit pas d'inventer quelque chose de nouveau, mais d'actualiser cet accord afin qu'il reflète l'évolution et l'approfondissement de notre relation sur la scène internationale », explique Roland Schäfer. On doit y affirmer sa volonté de collaborer en matière, notamment, de protection de l'environnement, de

lutte contre le trafic de drogue et le terrorisme, de gestion de crises au Moyen-Orient et en Afrique ou encore d'aide au développement.

Le diplomate réduit l'importance relative des divergences de vues que peuvent entretenir le Canada et l'Europe, notamment en matière de lutte contre les changements climatiques. « Je crois savoir qu'il existe aussi des différences entre le Québec et l'Alberta, note-t-il le sourire en coin. C'est la même chose en Europe. En fait, dans certains domaines, des pays comme la France ou l'Allemagne sont plus près du Canada qu'ils ne le sont d'autres pays européens comme la Grèce. »

## Course contre les économies émergentes

L'enjeu économique et politique le plus important de l'AECC, comme des négociations commerciales que l'Europe s'appête à entreprendre avec les États-Unis, se situe cependant à un autre niveau, estime l'Allemand au français impeccable. « Nous ne sommes pas seuls au monde. Les marchés émergents devraient bientôt nous dépasser largement. Si nous ne nous dépê-

*chons pas de trouver des moyens communs de protéger et d'imposer dans les marchés mondiaux notre mode de vie, nos normes et nos règles, la Chine et l'Inde le feront à notre place. Elles pourront le faire sans même bouger, à cause seulement de leur poids, et parce que l'absence de normes est aussi une norme. »*

C'est cet enjeu politique fondamental que les gouvernements canadiens et européens devront parvenir à vendre à la population lorsque l'AECC sera conclu, dit Roland Schäfer. « Les négociateurs ont très bien travaillé et beaucoup avancé. Est-ce que cela va se conclure au mois de mai, en septembre ou en octobre, je ne peux pas le dire. Mais nous sommes entrés dans la dernière ligne droite où les discussions prennent un tour beaucoup plus politique. »

Entreprises en 2009, les négociations de l'AECC portent sur un vaste ensemble d'enjeux comprenant aussi le commerce des biens et services, les contrats publics, la protection des investisseurs, l'agriculture, la propriété intellectuelle et la culture.

*Le Devoir*